

CONV 292/02

WG VI 15

NOTE DE SYNTHÈSE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail VI sur la gouvernance économique
Objet:	Note de synthèse de la réunion du 18 septembre 2002

Résultats des travaux

1. Ouverture de la séance par la présidence

Le président a annoncé l'ordre du jour.

2. Audition de M^{me} Diamontopoulou, membre de la Commission

À l'issue de la présentation faite par Mme Diamontopoulou, membre de la Commission, le groupe a procédé à un échange de vues avec elle, qui a porté principalement sur le rapport entre les processus de coordination dans le domaine économique et en matière d'emploi, sur la méthode ouverte de coordination et sur le besoin de transparence.

3. Examen du projet de rapport (WD 14)

Le président a présenté au groupe le projet de rapport diffusé auparavant (WD 14). Les passages entre crochets correspondent à des éléments encore en suspens et le projet contient aussi des propositions de compromis sur certains points. Le texte fera l'objet d'un examen complet lors de la prochaine réunion du groupe (27 septembre), mais les membres ont été invités à réagir à titre préliminaire.

Au cours de la discussion, un certain nombre de membres ont déclaré que le projet constituait

une bonne base pour la suite des travaux et qu'il donnait un reflet assez fidèle des discussions qui ont eu lieu au sein du groupe jusqu'à présent. Le président a pris acte d'un certain nombre d'observations spécifiques sur le texte et est convenu que celles-ci seraient étudiées à l'occasion de l'examen approfondi prévu lors de la prochaine réunion. Plusieurs membres se sont demandé si une seule réunion suffirait pour parvenir à un accord sur le texte et ont demandé des précisions sur le calendrier prévu pour présenter le rapport à la Convention. Certains membres ont demandé quel pouvait être le degré de précision du rapport quant aux recommandations qu'il contiendra pour le traité constitutionnel, étant donné que la Convention n'a pas encore examiné en plénière quelle forme le "produit" de ses travaux pourrait prendre. Il a été suggéré que, sur les points pour lesquels aucun accord ne pourrait être dégagé, le rapport expose brièvement les différents avis et les arguments avancés à l'appui.

Le président a admis qu'une réunion supplémentaire serait probablement nécessaire et a proposé qu'elle ait lieu le 10 octobre dans l'après-midi. Pour l'instant, il est prévu que le président fera un premier compte rendu oral à la Convention lors de sa session de la fin octobre et que l'examen du rapport aura lieu lors de la session de novembre. Le président a reconnu que les recommandations du groupe devraient refléter le fait que le contenu éventuel d'un traité constitutionnel n'a pas encore été débattu et que, par conséquent, le groupe devait adopter une approche souple. Le président a indiqué qu'au cas où des divergences demeuraient sur certains éléments du rapport final, les variantes entre crochets seraient remplacées par une brève description des différents avis et les arguments avancés à l'appui.

4. Audition de M. Åkerholm

Le groupe a entendu M. Åkerholm, président du Comité économique et financier, exposer l'avis du comité sur les diverses questions examinées au sein du groupe de travail. Le message essentiel sur lequel M. Åkerholm a insisté est que, dans le souci de préserver la confiance, le système de base devrait être aussi peu modifié que possible. Au cours du débat qui a suivi, les membres ont interrogé M. Åkerholm sur les différentes questions relevant du mandat du groupe.

5. Ordre du jour de la prochaine réunion

- Le président a répété que la prochaine réunion serait consacrée à l'examen approfondi du projet de rapport. Les membres du groupe ont été invités à transmettre leurs observations écrites sur ce projet au Secrétariat pour le 24 septembre 2002.
-